RCS : LISIEUX
Code greffe : 1407

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LISIEUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 B 40016
Numéro SIREN : 440 797 587
Nom ou dénomination : ABEILLE PARACHUTISME

Ce dépôt a été enregistré le 12/06/2013 sous le numéro de dépôt 935

A/ 936
Le 12.06.13

ABEILLE PARACHUTISME
SASU au capital de 100 000 €

50, rue Haute
14600 HONFLEUR

N° SIRET : 440.797.587.00019
CODE NAF : 5110 Z
R. C. S. : LISIEUX 2002 B 40016

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE
L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 10 AVRIL 2013

L'an deux mille treize, le dix avril, Monsieur Pierre LHOPITALLIER, propriétaire de la totalité des mille parts composant le capital social de la société ABEILLE PARACHUTISME, Associé unique de ladite société,

I - A PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Conformément aux décisions prises le 4 mars 2013, la société est devenue une Société par Actions Simplifiée à associé Unique.

Le Président expose, qu'au cas où il serait empêché temporairement ou définitivement, le fonctionnement de la société serait bloqué. Pour éviter cette situation catastrophique, il souhaite que soit nommé un Président suppléant. Ce Président suppléant pourrait être Madame Sylvie COTTENET épouse LHOPITALLIER, qui connaît bien les rouages de l'entreprise en qualité d'épouse du Président et de salariée de la société ABEILLE PARACHUTISME.

Le Président assure la gestion, l'administration et la représentation habituelles de la société. Le Président suppléant, en tant que tel, n'a aucun pouvoir pour diriger, gérer ou représenter la société.

Madame Sylvie LHOPITALLIER sera amenée à assurer automatiquement la gestion, l'administration et la représentation habituelles de la société au lieu et place de Monsieur Pierre LHOPITALLIER en cas de défaillance de ce dernier : empêchement temporaire ou irréversible, décès.

1°) - En cas d'empêchement momentané de Monsieur Pierre LHOPITALLIER plaçant celui-ci dans l'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions, celles-ci seraient automatiquement assurées par Madame Sylvie LHOPITALLIER jusqu'à leur reprise par Monsieur Pierre LHOPITALLIER, et à première demande de celui-ci.

PL

2°) - Défaillance irréversible : dans le cas où Monsieur Pierre LHOPITALLIER se trouverait dans l'impossibilité irréversible d'assurer ses fonctions : décès, maladie ou accident altérant ses facultés physiques ou mentales à tel point qu'il ne pourrait plus dans l'avenir exercer ses fonctions, Madame Sylvie LHOPITALLIER assumera toutes les tâches dévolues jusqu'alors à Monsieur Pierre LHOPITALLIER.

Monsieur Pierre LHOPITALLIER rédige le texte de l'article 15 bis qu'il entend insérer dans les statuts de la société, ainsi que les modifications à apporter aux articles 18 et 19 pour pouvoir nommer un Président suppléant.

II - A DÉCIDÉ

* D'ajouter un article 15 bis "Président suppléant".
* De modifier l'article 18 "Décisions de l'Associé unique".
* De modifier l'article 19 "Décisions collectives des Associés".
* De nommer Madame Sylvie LHOPITALLIER aux fonctions de Président suppléant.
* De donner pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

PREMIÈRE DÉCISION

L'Associé unique décide d'insérer dans les statuts, un article 15 bis "Président suppléant", ainsi rédigé :

"L'associé unique ou les associés, statuant aux conditions de majorité des articles 18 et 19, ci-après, pour les décisions de nature ordinaire, peuvent nommer une personne physique ou morale, associée ou non associée, en qualité de Président suppléant.

Le premier Président suppléant de la société est Madame Sylvie LHOPITALLIER, née COTTENET le 30 janvier 1968 à BOULOGNE-SUR-MER (62) et demeurant 37, boulevard Charles V - 14600 HONFLEUR - désignée pour une durée indéterminée.

Le Président suppléant, en tant que tel, n'a aucun pouvoir pour diriger, gérer ou représenter la société.

Le Président suppléant sortant est rééligible.

Il est appelé à remplacer de plein droit, automatiquement, sans intervention de décision nouvelle d'associés, le Président titulaire, en cas de défaillance temporaire ou définitive de celui-ci : empêchement, démission, décès, révocation... etc.

a) -Empêchement momentané, temporaire du Président titulaire

Le Président suppléant sera appelé à remplacer le Président titulaire en cas d'empêchement temporaire, plaçant celui-ci dans l'impossibilité momentanée d'exercer ses fonctions et de déléguer des pouvoirs spécifiques à tout mandataire de son choix.

Lorsque l'empêchement temporaire du Président titulaire aura cessé, celui-ci reprendra l'exercice de ses fonctions de Président sur sa seule demande, pour la durée du mandat qui était en cours lors de l'évènement ayant provoqué son empêchement. Son remplaçant ayant exercé effectivement les fonctions de Président durant cet empêchement, redevenant alors automatiquement Président suppléant, sans intervention de nouvelle décision d'associés.

RL

Il est précisé que les fonctions de Président exercées par le suppléant qui aura été appelé à remplacer temporairement le Président titulaire, prendront fin à la date d'expiration du mandat confié à celui-ci en cas de durée déterminée (excepté le cas de reprise avant le terme du mandat, de l'exercice de ses fonctions de Président par le titulaire momentanément empêché) ; à l'issue de ce mandat, les associés statuant aux conditions prévues aux articles 18 et 19 des présents statuts, nommeront en qualité de Président pour la durée qu'ils détermineront, toute personne physique ou morale, associée ou non, ancien Président (titulaire ou suppléant) ou non.

En cas de mandat à durée indéterminée du Président titulaire temporairement défaillant, il ne pourra être mis fin aux fonctions de Président de son remplaçant temporaire, que par la reprise effective de ses fonctions de Président par le titulaire (ainsi que précisé ci-dessus) ou par décision des associés statuant aux conditions prévues aux articles 18 et 19 des présents statuts.

b) -Défaillance, empêchement irréversibles

En cas de défaillance irréversible du Président titulaire (démission, révocation, invalidité physique ou morale grave empêchant l'exercice de toutes fonctions, décès), le Président suppléant devient de plein droit automatiquement Président titulaire, sans intervention d'une décision confirmative des associés.

L'assemblée des associés, peut dans ce cas, nommer un nouveau Président suppléant.

Les fonctions du Président suppléant qui aura été appelé à remplacer définitivement le Président titulaire, prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à celui-ci en cas de durée déterminée ; à l'issue de ce mandat, les associés nommeront en qualité de Président pour la durée qu'ils détermineront, toute personne physique ou morale, associée ou non, ancien Président titulaire ou suppléant ou non.

En cas de mandat à durée indéterminée, il ne pourra être mis fin aux fonctions du Président suppléant devenu titulaire que par décision des associés statuant aux conditions prévues aux articles 18 et 19 des présents statuts.

Pouvoirs - Formalités

Le Président suppléant est pour sa nomination, sa révocation, soumis aux mêmes règles que le Président titulaire.

Étant rappelé qu'un Président suppléant, en tant que tel, pris dans cette seule fonction, n'a aucun pouvoir de direction, de gestion, ni de représentant légale de la société vis-à-vis des tiers, il en est tout autrement lorsqu'il remplace temporairement ou définitivement le Président titulaire qui était en exercice ; dans ce cas, le suppléant assume le rôle de Président avec fonctions de direction, de gestion, et bénéficie, vis-à-vis des tiers, des pouvoirs légaux que la loi attribue au Président d'une Société par Actions Simplifiée.

Tout changement de personne dans l'exercice des fonctions de Président de la société, y compris lorsque le titulaire est remplacé par le suppléant, fut-ce temporairement, donnera lieu aux formalités de publicité usuelles en matière de changement de mandataires sociaux.

PL

Rémunération

Lorsqu'il remplace le Président titulaire, le Président suppléant a droit à la rémunération qu'aurait perçu le Président titulaire. Cette rémunération est susceptible d'être modifiée dans les conditions prévues par l'article 16.

DEUXIÈME DÉCISION

L'Associé unique décide d'ajouter à l'article 18, entre les troisième et quatrième tirets :

"nomination, révocation du président suppléant".

TROISIÈME DÉCISION

L'Associé unique décide d'ajouter à l'article 19, entre les septième et huitième tirets :

"nomination, révocation du président suppléant".

QUATRIÈME DÉCISION

L'Associé unique décide de nommer, pour une durée indéterminée, aux fonctions de Président suppléant, Madame Sylvie COTTENET épouse LHOPITALLIER, née le 30 janvier 1968 à BOULOGNE-SUR-MER (62) et demeurant à HONFLEUR (14) - 37, boulevard Charles V.

Madame Sylvie LHOPITALLIER n'exercera les fonctions de Président uniquement en cas d'empêchement du Président titulaire, comme explicité dans le nouvel article 15 bis des statuts.

CINQUIÈME DÉCISION

L'Associé unique donne tous pouvoirs au Président ou au porteur d'un exemplaire du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associé unique et reproduit sur le registre de ses décisions.

Le Président et Associé unique,
Pierre LHOPITALLIER.

A/936
Le 12.06.13

ABEILLE PARACHUTISME

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
au capital de 100 000 €

Siège social : 50, rue Haute
HONFLEUR (Calvados)

R.C.S. : LISIEUX 440.797.587.
2002 B 40016

STATUTS

Mis à jour suite aux décisions prises
par l'Associé unique le 10 avril 2013

Copie certifiée conforme,
Le Président,

ABEILLE PARACHUTISME

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 100 000 €

Siège social : 50 RUE HAUTE

14600 HONFLEUR

440 797 587 RCS LISIEUX

Le soussigné :

- LHOPITALLIER Pierre, Paul, Claude,
  né le 24 octobre 1962 à PAU (64)
  de nationalité Française
  demeurant à HONFLEUR (Calvados) 37, boulevard Charles V,
  marié le 5 avril 2002 avec Madame Sylvie COTTENET, née le 30 janvier 1968 à BOULOGNE-SUR-MER (62), sous le régime de la séparation de biens, contrat établi le 21 mars 2002 par Maître Thierry ALEXANDRE, Notaire à HONFLEUR.

A mis à jour les statuts suite aux décisions de l'Associé unique du 4 mars 2013.

RAPPEL : CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ ABEILLE PARACHUTISME

Suivant acte sous seing privé en date à HONFLEUR du 16 janvier 2002, Monsieur Pierre LHOPITALLIER a, à l'origine, constitué la société ABEILLE PARACHUTISME, sous forme d'une Société À Responsabilité Limitée à Associé Unique.

Cette société a été transformée en Société par Actions Simplifiée à Associé Unique, sans création d'un être moral nouveau, suivant décision de l'Associé unique.

Cette société continue d'exister et est régie par toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux Sociétés par Actions Simplifiées et notamment celles du Code de commerce et du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales et par les présents statuts.

PL

TITRE I

FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE - EXERCICE

Article 1er - FORME

Il est formé par le soussigné une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce et les autres articles du Code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait.

Cette société ne peut faire appel public à l'épargne.

Article 2 - DÉNOMINATION

La dénomination de la société est :

"ABEILLE PARACHUTISME"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales " S. A. S. " et de l'indication du montant du capital social, de son siège du numéro unique d'identification suivi de la mention registre du commerce et des sociétés.

Article 3 - OBJET

La société a pour objet :

- toute activité aéronautique relevant du transport aérien en général et du parachutisme en particulier ;
- la vente d'articles accessoires, confiseries et boissons,
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Article 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 50, rue Haute à HONFLEUR (Calvados).

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision de l'associé unique.

Article 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

PL

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 - APPORTS

7.1 – Montant et modalités des apports

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à un apport en numéraire par l'Associé unique pour un montant de dix mille (10 000) euro, correspondant à la souscription de mille (1 000) parts de cent (100) euro chacune, libérées de la totalité de leur valeur nominale, soit un montant total de dix mille (10 000) euro, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi, par la banque SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, agence d'ÉVREUX pour le compte de la société en formation portant le n° 0002620025725.

7.2 - Dispositions de l'article 1832-2 du Code civil

L'Associé unique n'étant pas marié sous le régime de la communauté de biens, au moment de la constitution, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil n'ont pas trouvé d'application.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Suite à augmentation du capital par incorporation de réserves ordinaires le 9 mai 2008, le capital social est fixé à la somme de cent mille (100 000) euro.

Il est divisé en mille (1 000) actions de cent (100) euro chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'Associé unique, Pierre LHOPITALLIER.

En cas de pluralité d'associés, ces actions sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, par décision de l'associé unique, dans les conditions prévues par la loi.

TITRE III

ACTIONS

Article 10 - PROPRIÉTÉ ET FORME DES ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

Article 11 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire doivent être libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du président dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

En outre, conformément à l'article 1843-3 alinéa 5 du Code civil, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

P L

Article 12 - CESSION OU TRANSMISSION D'ACTIONS

1. Forme des cessions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un transfert inscrit au compte de l'acheteur dans les comptes de la société ; l'inscription au compte de l'acheteur est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société. Ce transfert est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire précisant la date du transfert prévu entre les parties et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge des cessionnaires.

2. Cessions

Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont libres entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant à la majorité de la moitié des associés disposant du droit de vote.

À cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le président transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le président dispose d'un délai d'un mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception. À défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de quinze jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai d'un mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties. À défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables tant que la société ne comporte qu'un seul associé.

PL

3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

La transmission d'actions par voie de succession de l'associé unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, les transmissions par décès ou par suite de dissolution de communauté entre époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

Article 13 - INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIÉTÉ

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, même privé du droit de vote, le nu-propriétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

TITRE IV

ADMINISTRATION - DIRECTION GÉNÉRALE

Article 14 - PRÉSIDENCE

La société est représentée, gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé par l'associé unique, pour une durée indéterminée.

Le premier président est désigné au terme des présents statuts. Les présidents subséquents seront nommés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des actions.

Le président peut démissionner de ses fonctions à tout moment, sous réserve de prévenir l'associé unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés statuant à la majorité prévue à l'article 19 des présents statuts.

Article 15 - POUVOIRS DU PRÉSIDENT - DIRECTION GÉNÉRALE

1 – Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut consentir des délégations de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

2 – Le président peut, s'il le souhaite, se faire assister d'un directeur général nommé par lui et investi des pouvoirs qu'il entend lui consentir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées. Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

PL

Article 15 bis - PRÉSIDENT SUPPLÉANT

L'associé unique ou les associés, statuant aux conditions de majorité des articles 18 et 19, ci-après, pour les décisions de nature ordinaire, peuvent nommer une personne physique ou morale, associée ou non associée, en qualité de Président suppléant.

Le premier Président suppléant de la société est Madame Sylvie LHOPITALLIER, née COTTENET le 30 janvier 1968 à BOULOGNE-SUR-MER (62) et demeurant 37, boulevard Charles V - 14600 HONFLEUR - désignée pour une durée indéterminée.

Le Président suppléant, en tant que tel, n'a aucun pouvoir pour diriger, gérer ou représenter la société.

Le Président suppléant sortant est rééligible.

Il est appelé à remplacer de plein droit, automatiquement, sans intervention de décision nouvelle d'associés, le Président titulaire, en cas de défaillance temporaire ou définitive de celui-ci : empêchement, démission, décès, révocation... etc.

a) - Empêchement momentané, temporaire du Président titulaire

Le Président suppléant sera appelé à remplacer le Président titulaire en cas d'empêchement temporaire, plaçant celui-ci dans l'impossibilité momentanée d'exercer ses fonctions et de déléguer des pouvoirs spécifiques à tout mandataire de son choix.

Lorsque l'empêchement temporaire du Président titulaire aura cessé, celui-ci reprendra l'exercice de ses fonctions de Président sur sa seule demande, pour la durée du mandat qui était en cours lors de l'évènement ayant provoqué son empêchement. Son remplaçant ayant exercé effectivement les fonctions de Président durant cet empêchement, redevenant alors automatiquement Président suppléant, sans intervention de nouvelle décision d'associés.

Il est précisé que les fonctions de Président exercées par le suppléant qui aura été appelé à remplacer temporairement le Président titulaire, prendront fin à la date d'expiration du mandat confié à celui-ci en cas de durée déterminée (excepté le cas de reprise avant le terme du mandat, de l'exercice de ses fonctions de Président par le titulaire momentanément empêché) ; à l'issue de ce mandat, les associés statuant aux conditions prévues aux articles 18 et 19 des présents statuts, nommeront en qualité de Président pour la durée qu'ils détermineront, toute personne physique ou morale, associée ou non, ancien Président (titulaire ou suppléant) ou non.

En cas de mandat à durée indéterminée du Président titulaire temporairement défaillant, il ne pourra être mis fin aux fonctions de Président de son remplaçant temporaire, que par la reprise effective de ses fonctions de Président par le titulaire (ainsi que précisé ci-dessus) ou par décision des associés statuant aux conditions prévues aux articles 18 et 19 des présents statuts.

b) - Défaillance, empêchement irréversibles

En cas de défaillance irréversible du Président titulaire (démission, révocation, invalidité physique ou morale grave empêchant l'exercice de toutes fonctions, décès), le Président suppléant devient de plein droit automatiquement Président titulaire, sans intervention d'une décision confirmative des associés.

L'assemblée des associés, peut dans ce cas, nommer un nouveau Président suppléant.

Les fonctions du Président suppléant qui aura été appelé à remplacer définitivement le Président titulaire, prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à celui-ci en cas de durée déterminée ; à l'issue de ce mandat, les associés nommeront en qualité de Président pour la durée qu'ils détermineront, toute personne physique ou morale, associée ou non, ancien Président titulaire ou suppléant ou non.

En cas de mandat à durée indéterminée, il ne pourra être mis fin aux fonctions du Président suppléant devenu titulaire que par décision des associés statuant aux conditions prévues aux articles 18 et 19 des présents statuts.

Pouvoirs - Formalités

Le Président suppléant est pour sa nomination, sa révocation, soumis aux mêmes règles que le Président titulaire.

FL

Étant rappelé qu'un Président suppléant, en tant que tel, pris dans cette seule fonction, n'a aucun pouvoir de direction, de gestion, ni de représentant légale de la société vis-à-vis des tiers, il en est tout autrement lorsqu'il remplace temporairement ou définitivement le Président titulaire qui était en exercice ; dans ce cas, le suppléant assume le rôle de Président avec fonctions de direction, de gestion, et bénéficie, vis-à-vis des tiers, des pouvoirs légaux que la loi attribue au Président d'une Société par Actions Simplifiée.

Tout changement de personne dans l'exercice des fonctions de Président de la société, y compris lorsque le titulaire est remplacé par le suppléant, fut-ce temporairement, donnera lieu aux formalités de publicité usuelles en matière de changement de mandataires sociaux.

Rémunération

Lorsqu'il remplace le Président titulaire, le Président suppléant a droit à la rémunération qu'aurait perçu le Président titulaire. Cette rémunération est susceptible d'être modifiée dans les conditions prévues par l'article 16.

Article 16 - RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT

La rémunération du président est fixée par l'associé unique ou décision des associés à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle. En outre, le président pourra prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

Article 17 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ET COURANTES

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et son président, soit directement, soit par personne interposée, doit être mentionnée au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas le président, les conventions conclues entre la société et le président sont soumises à son approbation sans que le commissaire aux comptes désigné ait à établir un rapport spécial sur ces conventions.

En cas de pluralité d'associés, le président doit aviser, s'il en a été désigné un, le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Le commissaire aux comptes, ou s'il n'en n'a pas été désigné le président, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport dans les conditions des décisions ordinaires, l'intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les conventions intervenues entre le président et ou l'associé unique non président, portant sur des opérations courantes, conclues à des conditions normales, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées au commissaire aux comptes. L'associé unique non président peut en obtenir communication.

Conventions interdites : À peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, autres que des personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par la SAS leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article L.227-12 et autres conditions prévues par l'article L.225-43 du Code de commerce.

PL

TITRE V

DÉCISIONS SOCIALES

Article 18 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination, révocation du président suppléant,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- dissolution de la société,
- transformation en société d'une autre forme,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre.

Article 19 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- transfert du siège social dans un autre pays,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination, révocation du président suppléant,
- nomination de commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Les décisions collectives sont prises à la majorité de cinquante et un pour cent des voix dont disposent les associés présents et représentés, à l'exception des six premiers cas indiqués, ci-dessus, qui requièrent une majorité des trois quarts des voix.

1. Convocation

L'assemblée générale est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président.

Des assemblées générales peuvent être convoquées à toute époque de l'année.

Les convocations sont faites quinze jours au moins à l'avance sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur deuxième convocation, par lettre simple ou recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque associé.

Le ou les commissaires aux comptes doivent être convoqués à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs associés dans les conditions fixées par la loi.

2. Composition de l'assemblée générale

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'ensemble des associés ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les dissidents, les incapables et les absents.

Un associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre associé.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement associés. Une personne morale est valablement représentée par son représentant légal ou par son représentant permanent.

3. Tenue de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le président ou par toute personne déléguée à cet effet par le président ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Il est tenu une feuille de présence dûment émargée par les associés présents et les mandataires des associés.

Tout associé a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente.

fc

Les votes sont exprimés à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs associés représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

Pour toutes les assemblées, les associés ont la faculté de voter par correspondance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et un associé.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un liquidateur.

TITRE VI

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, s'il y a lieu, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision de l'associé unique prise sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les commissaires aux comptes sont désignés par décision collective des associés.

TITRE VII

COMPTES ANNUELS - BÉNÉFICES - RÉSERVES

Article 21 - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

À la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés, ainsi que le rapport de gestion.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et présentés à l'associé unique, s'il n'est pas président.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice : l'inventaire et les comptes annuels dument signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport du président pour l'information des associés.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

Article 22 - AFFECTATION DU BÉNÉFICE - RÉSERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

PL

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de l'associé unique pour être perçu à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être décidée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

Article 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'associé unique.

La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'associé unique peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes en respectant la procédure prévue à l'article L.232-12 du Code de commerce.

Si la société n'a pas de commissaire aux comptes, l'associé unique devra en désigner un avec pour mission de certifier le bilan prévue à l'article précité.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq (5) années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

En cas de pluralité d'associés, le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par décision de l'associé unique ou décision collective des associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un associé et si cet associé unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

PL

Article 25 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE IX

NOMINATION DU PREMIER PRÉSIDENT

ENGAGEMENTS - FORMALITÉS DE TRANSFORMATION

Article 26 - NOMINATION DU PREMIER PRÉSIDENT

Le premier président de la société, nommé sans limitation de durée, est :

- Monsieur LHOPITALLIER Pierre, Paul, Claude,
  né le 24 octobre 1962 à PAU (64), de nationalité Française,
  demeurant à HONFLEUR (Calvados) 37, boulevard Charles V,

signataire aux présentes, qui déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

Article 27 - FORMALITÉS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

La présente société ne sera définitivement transformée en SAS qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi au registre du commerce et des sociétés.

La publication de la société sera effectuée :

- par insertion, dans un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de transformation ;
- par le dépôt, en simple exemplaire, au Greffe du Tribunal de Commerce, des pièces prévues par la loi ;
- et par l'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés du lieu du siège social.

Tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, comme de toutes autres pièces qui pourraient être déposées.

Fait à HONFLEUR, l'an deux mille treize et le quatre mars,

en autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour l'enregistrement, un exemplaire pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce et un exemplaire pour le dépôt au siège social.

Pierre LHOPITALLIER,

Bon pour acceptation des fonctions de Président,

Bon pour Acceptation des fonctions
du Président